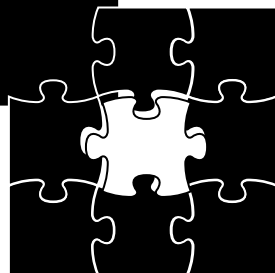


Invitation à...

Les allocataires du comité de suivi



« Je touche le RSA »

Ils sont d'âges, d'horizons, de formations différents. Leur point commun : toucher le Revenu de solidarité active. Ils ont souhaité témoigner pour tordre le coup aux clichés. Leurs parcours de vie sont explicites.



Au comité de suivi RSA, allocataires et professionnels travaillent ensemble à améliorer le dispositif.

C'était il y a quelques mois. Un appel à la rédaction des Rennais des animateurs du Comité de suivi RSA⁽¹⁾. La demande des allocataires ? Parler d'eux « différemment ». Ainsi est née l'idée de cette carte blanche : avec l'espoir qu'en donnant la parole aux principaux concernés, en témoignant d'histoires de vie très différentes, des clichés tombent, des regards changent...

Lors de notre première rencontre, cette question des clichés est arrivée rapidement. Petit florilège de toutes ces idées préconçues : « S'ils ne travaillent pas, c'est qu'ils le veulent bien » ; « Ce sont des fainéants » ; « Des assistés, des parasites de la société »... On a eu du mal à imaginer des propos aussi violents. Mais tous nous l'ont confirmé, car tous l'ont éprouvé. Comme si vivre avec 500 euros par mois⁽²⁾ était une fin en soi. Rappelons tout de même que le seuil de pauvreté en France s'établit à 977 euros, pour une personne seule.

« Vous savez, c'est pire que d'être au chômage. On est au plus bas de l'échelle sociale. On est considéré comme des sous-citoyens. » Autour de la table, la parole se libère et les mots sont parfois rudes. Les mots, justement. « Béné-

ficiaire du RSA, cela fait subi. Cela a une connotation de « profit » ou de « privilège ». On préférerait que vous disiez « allocataire », comme un droit parmi d'autres... » Car une chose est claire pour tout le monde, quelles que soient les situations diverses, on ne vit pas avec le RSA, on survit. Ce n'est qu'un tremplin pour « s'en sortir ». Pour « vivre comme tout le monde, normalement. »

Isabelle Audigé et Mari Courtas
Photographies Richard Volante

(1) Le comité de suivi RSA existe depuis 2011. Il a été mis en place par la direction Insertion et aides à la population (DIAP) et le Centre communal d'action sociale (CCAS). L'équipe du comité, renouvelée régulièrement, est composée de professionnels et d'allocataires du RSA volontaires et tirés au sort. Elle est une instance de décision à part entière et participe à l'amélioration du dispositif.

(2) 439 euros mensuels est la somme que perçoit une personne seule au RSA. Il s'agit du montant de base du RSA socle s'il y a une aide au logement (499 euros s'il n'y a pas d'aide au logement). Il s'élève à 629 euros pour un couple, à 920 euros pour un parent isolé élevant deux enfants et à 900 euros pour un couple avec deux enfants

Paroles d'Ali

Josiane est animatrice locale d'insertion (Ali). Son métier : accompagner les allocataires du RSA socialement et professionnellement.

« Nous devons recevoir, au moins une fois, tous les allocataires pour faire un bilan. Ensuite, ils seront suivis soit par nous, soit par le Pôle emploi⁽¹⁾. Cela dépend de leur niveau de formation, de leur situation... Je m'occupe de plus de 250 personnes. C'est trop. Avec la crise, il y a de plus en plus de gens en difficulté. Mon conseil prioritaire ? De ne pas rester seul. Si possible, de prendre les petits boulots qui se présentent, car c'est plus facile de retrouver quelque chose quand

on est dans une dynamique emploi. Tourner en rond à la maison, c'est ce qu'il y a de pire : on perd le cycle du sommeil, le moral, le contact avec l'extérieur... Souvent, les personnes que je vois, elles les accumulent : une séparation qui tourne mal, la perte d'un boulot, la déprime, parfois l'alcool... C'est une vraie spirale. Franchement, il y a tellement de paramètres à prendre en compte avant de dire : « S'ils ne bossent pas, c'est qu'ils le veulent bien... » Je peux vous jurer que s'ils ne trouvent pas de travail, c'est qu'il y a des raisons. »

(1) À Rennes, 7 269 allocataires du RSA sont accompagnés par les Ali du CCAS et les conseils de Pôle emploi (chiffre 31 décembre 2013).

Le chiffre

68%

C'est le pourcentage de personnes qui pourraient prétendre au RSA activité et qui ne le demandent pas. Un chiffre énorme qui montre que ce dispositif est largement ignoré par ses bénéficiaires potentiels. La raison ? Le manque d'information ; la complexité du dispositif qui oblige à mettre à jour son dossier dès le moindre changement de situation, avec un risque de devoir reverser des trop-perçus ; la volonté de ne pas rendre de compte...

Francette : d'intérim en CDD

D'intérim en CDD : tel pourrait être le résumé du parcours professionnel de Francette Romain. Un chemin en dent de scie, avec le sentiment d'avoir parfois touché le fond. Mais avec la sagesse et la volonté d'une jeune femme qui a déjà vécu plusieurs vies.

✚ C'est presque dans un éclat de rire que Francette annonce qu'à 16 ans, au lycée, elle a « pris son autonomie » et « dû faire des petits boulots ». « J'ai eu mon bac administratif en 2001 et j'ai trouvé du travail rapidement ». Relation clientèle, assistante administrative et commerciale... Francette enchaîne plusieurs CDD et autres missions en intérim. « C'était beaucoup de précarité tout de même, mais bon, cela me permettait d'ouvrir des droits. » À cette époque, Francette l'avoue, elle a une perception négative des gens au RMI. « Je me disais : pour arriver là, il faut vraiment être nul ou ne pas avoir envie de travailler. Avec le recul, je me dis que j'étais vraiment stupide ! » Ou tout simplement jeune et pleine d'espoir : comment ne pas croquer l'avenir quand on a à peine vingt ans ? Mais une poignée d'années plus tard, le moral n'est plus au beau fixe. « En 2008, je terminais une énième mission d'intérim et j'ai eu un gros ras-le-bol de tous ces contrats courts. De ne jamais savoir de quoi sera fait demain... »

« J'adore ce dicton de Sénèque : « Un bonheur sans atteinte ne supporte pas le moindre coup. Mais dès que l'on a à lutter sans trêve contre les malheurs, on s'endurcit à leur rigueur, et l'on ne cède pas au mal ; et même si l'on tombe, on combat encore un genou à terre. »

Sa conseillère Pôle emploi lui pose alors cette question : « Vous voulez faire quoi ? ». Francette a envie de « valeurs sûres » : « Je me voyais bien à la Caf, à l'Urssaf ou comme elle, au Pôle emploi ! » Cela tombe bien, il y a justement une vague de recrutement à la Caf : Francette est prise pour un nouveau CDD de 5 mois et 3 semaines. « J'ai aimé être « de l'autre côté », connaître les droits et les devoirs des allocataires, traiter les dossiers... » Malheureusement, très peu de vacataires décrocheront le CDI tant convoité. « Nous étions une vingtaine, il y avait juste trois postes... »

Rebelote sur le marché du travail. A peine une semaine plus tard, c'est cette fois-ci un poste de commerciale à

Pôle emploi que Francette décroche, un CDD de six mois. « Je me disais : super, jusqu'ici tout va bien ! J'ai adoré le job, découvrir les coulisses. Ma mission principale était de prospecter les entreprises. J'avais été au RSA quelques mois, je ne leur disais pas, mais j'avais bien cela en tête quand je leur parlais... »

Juste une fois, Francette « ose » l'avouer : « L'employeur m'a répondu : ok, mais je veux des gens motivés comme vous. Je lui ai dit : vous savez, il y en a plein ! » Son CDD renouvelé de six mois, Francette espère. Mais une fois encore, sur quinze personnes, une seule décroche le Graal... « J'ai dû retourner à Pôle emploi, mais de l'autre côté... C'était très dur. J'étais déçue, car je me sentais bien dans ma fonction. »

« Ne pas accepter n'importe quoi »

La période suivante, c'est « la galère ». Des soucis de santé, pas de perspectives : « J'ai plongé ». « C'est ça aussi qui peut arriver quand on est au chômage. Mon pouvoir d'achat a dégringolé. De salariée, je suis passée au RSA, 400 euros par mois. Je me sentais en situation de handicap social. Vous savez, quand on n'a pas d'argent, c'est souvent plus difficile de trouver un emploi qui vous plaît et non un job alimentaire ». Francette qui « ne peut

pas vivre avec si peu », enquille les plans foireux : Commercial terrain pour une boîte en difficulté économique qui la paiera quelques mois après... commerciale pour une autre entreprise, « très très pourrie », qui la licenciera au bout de trois mois pour raisons économiques... « J'ai repris les ménages : 35 h par semaine avec une amplitude de 6 h à 22 h. C'était très dur physiquement et moralement, l'estime de soi en prend un sacré coup. Heureusement, je suis toujours tombée sur des personnes respectueuses. »

Quand elle repense à ces moments, Francette parle de « processus de désinsertion » ; d'un « échec qui entraîne un autre ». « Je subissais... ». « Puis j'ai eu un déclic : j'ai



décidé de me poser, d'arrêter d'aller dans tous les sens. À force de tout accepter, on accepte aussi n'importe quoi quitte à oublier ses besoins. » Elle fait un point pour voir « ce qui lui plaît vraiment ». En septembre 2012, ultramotivée, elle intègre une préparation pour être assistante de service social ; six mois « très enrichissants qui m'ont reboostée ». En parallèle, elle « découvre le bénévolat » au Secours populaire. « Cela fait du bien de donner de son temps, de se sentir utile. » Elle intègre également le comité de suivi RSA et le Groupe de solidarité emploi, « intéressants pour agir et savoir ce qui se passe sur le territoire en matière d'insertion socio-professionnelle ».

Aujourd'hui, Francette a 32 ans et travaille de nouveau à Pôle emploi. « À force d'être toujours dans les parages, disponible et motivée, ils ne m'ont pas oubliée ! Aider, conseiller, dans le domaine de l'insertion professionnelle, je sais désormais que c'est ce que je veux faire. Aujourd'hui, je vis au lieu de survivre et j'ai réintégré un rythme social normal. »

Quel message aurait-elle envie d'envoyer ? « Que les collectivités publiques et les entreprises recrutent encore plus de bénéficiaires de minima sociaux. C'est leur rôle de donner l'exemple et de jouer le jeu de la solidarité active. Certains employeurs recherchent des « moutons à cinq pattes » avec des exigences parfois démesurées, payés des clopinettes. Je voudrais leur dire : « Acceptez de faire évoluer vos représentations. »

I.A.



Alain : ne pas se laisser anéantir

On ne saura pas grand-chose sur Alain Dubée. Il nous reçoit chez lui, à Villejean, dans son petit studio. Il n'est pas bavard. Aux questions sur sa vie, son histoire : des silences. À chacun ses failles et ses secrets : si Alain se tait, c'est qu'il a ses raisons.

✚ Nous l'avons rencontré pour la première fois, comme les autres témoins de cette « carte blanche », lors du comité de suivi RSA. Pourquoi y participe-t-il ? Sa première réponse nous avait surpris, laconique et revendicatrice : « Quand on envoie un CV, il faudrait pouvoir ne pas payer les timbres... »

Une nouvelle fois, chez lui, il répète ce point qu'il aimerait voir résolu ; juste après avoir parlé de son inscription au restaurant du cœur, « pour pouvoir manger » et des tests de produits alimentaires qu'il a effectués, pour les mêmes raisons. « Vous savez, un carnet de timbres, ça coûte cher. Par exemple, si au Pôle emploi, on pouvait nous fournir des enveloppes préaffranchies... »

Alain a 44 ans, est dinanais d'origine et est arrivé à Rennes en 2003. « Dans une grande ville, je me disais que

c'était plus facile de trouver un travail. » Il a été agent de service dans le nettoyage ; il parle également rapidement d'une dernière expérience, il y a un an, comme agent recenseur à Chantepie. Mais l'avenir pour lui se conjugue avec cette formation rêvée : celle qui lui permettrait de passer le permis C ou D, pour pouvoir devenir chauffeur. Il sait qu'il « a besoin d'une bonne remise à niveau » pour y arriver et espère être accompagné pour cela par le CLPS, une association de formation professionnelle. « Cela dépend également de combien ça va coûter. Et des aides de financement que je pourrais obtenir. Après, il faut aussi réussir le concours d'entrée. »

« Il ne faut pas se décourager, sourit-il. Quand on a des coups de blues, mieux vaut ne pas trop y penser pour ne pas se laisser anéantir... »

I.A.

Invitation à...

Les allocataires du comité de suivi

Pascale et Jack : tout à reconstruire

C'est l'histoire rude et impitoyable d'une « dégringolade ». De celle dont on entend qu'elle « peut arriver à tout le monde » mais, déni ou optimisme salutaire, dont on pense : « plutôt aux autres... »

✚ Pascale Ogier et Jack Ratieuville sont un couple d'entrepreneurs : leur « bébé » auquel ils se consacrent à 120 % est une entreprise dans l'informatique, qui fabrique des outils de formation pour les sous-traitants de grands groupes automobile (PSA, Renault...). La boîte marche bien, très bien, jusqu'à cette fameuse crise des « subprimes », en 2008, qui frappe de plein fouet l'économie mondiale.

« Du jour au lendemain, comme le secteur de l'automobile s'est retrouvé touché, nous avons été considérés par notre banque comme des clients à risque. D'un seul coup, le compte de notre entreprise a été bloqué. » Jack raconte. Même après plusieurs années, Pascale, elle, a encore du mal à parler de ce qu'elle considère toujours comme une mise à mort injustifiée. Et d'une brutalité sans nom : découvert autorisé supprimé, conseiller financier aux abonnés absents... « Nous avions un prévisionnel de 300 000 euros, un prêt accordé, une garantie, pas d'erreur de gestion, pas de poursuite pénale, une quinzaine de clients : absolument tout pour vivre. Même le tribunal de commerce voulait que l'on continue. C'est la banque qui nous a dit « non » et nous a tués. » Une mise à mort, suivie d'une agonie de presque un an, qu'avec le recul, Jack résume ainsi :

« C'est l'impitoyable loi du marché. Les personnes que nous avions en face de nous ne faisaient qu'appliquer les

« On y croit ! De toute façon, Jack, il est tout le temps en train de créer quelque chose »
« On ne peut pas rester à ne rien faire. Il faut rester employable dans nos têtes et dans les faits. »

consignes. C'était l'ambiance : « sauve-qui-peut » ; il n'y avait plus de confiance, plus de liquidités qui circulaient entre les banques qui, par manque de visibilité, ont préféré sacrifier quelques entreprises... »

Juin 2009 : plus aucun revenu

C'est ainsi que de chefs d'entreprise aisés, le couple se retrouve sans plus aucun revenu, avec un dossier de surendettement déposé à la Banque de France. Les démarches sont complexes, longues, surtout quand, toutes les semaines, l'huissier frappe à la porte. « C'était hyper stressant, et il fallait protéger notre enfant... »

À cette période, le RSA est en phase expérimentale en Ile-et-Vilaine. Le couple rentre dans le dispositif et déménage d'une maison du côté de Dinard à un appartement en logement social à Maurepas... « Vous savez, le RSA, cela ne suffit pas. Cela ne permet même pas de survivre, à peine à joindre les deux bouts... »

Leur moteur dorénavant : se recréer un réseau – profes-



sionnel bien sûr – mais aussi, « aller vers les gens ». « À notre arrivée sur Rennes, nous étions relativement isolés. Nous n'avions aucune connaissance du milieu associatif, cela ne faisait pas partie de notre culture. » Sans parler des structures « sociales » : « On ne faisait aucune distinction entre CS, CDAS, CCAS, qui faisait quoi, pour qui ? C'est pour cela que l'on a intégré début 2013 le comité de suivi RSA : pour comprendre. Tout seul, on ne peut pas s'en sortir. Cela ne nous donne pas du travail, mais cela permet de continuer à exister. Vous savez, le plus dur, c'est de réussir à dire que l'on est au RSA. C'est comme une mort sociale. »

Jouer collectif

Pour Jack et Pascale, hors de question de rester inactifs. Ils participent alors à la création d'un collectif d'habitants, « Vivre Ensemble à Maurepas ».

Côté travail, ce même besoin de rencontres. Être embauché ? « À plus de 50 ans, même avec le CV adéquat et dans un secteur porteur, ce n'est même pas la peine d'y compter... »

Du coup, Jack et Pascale relancent leur propre activité en conception d'applications pour appareils mobiles. Ils deviennent salariés chez Élan créateur, une coopérative activité emploi qui accompagne les entrepreneurs dans leur projet. Ils cherchent dans cette structure une autre manière de travailler, ensemble. Cet état d'esprit, ils le trouvent finalement au LabFab⁽¹⁾ dont ils ont poussé la porte il y a quelques mois.

« J'ai retrouvé l'ambiance des débuts de l'informatique, dans les années 80, s'enthousiasme Jack. Les gens ici sont de véritables pionniers, avec des valeurs d'ouverture, de

partage. Un vent de fraîcheur utopiste qui fait du bien ! Et ils sont dans une démarche vertueuse : que vous ayez 15 ou 70 ans, vous êtes accueillis de la même manière. Leur passion est contagieuse. Ils ne laissent personne sur le carreau : cela nous a redonné du peps ! »

Et même plus que ça, puisque le couple avoue avoir changé son regard sur sa pratique professionnelle. Longtemps réfractaires à l'esprit « open source » (« Nous étions très regardants sur les brevets ! »), ils découvrent qu'il est possible de faire des affaires, tout en « jouant collectif ».

Pas étonnant du coup que leur nouveau projet⁽²⁾ soit la création d'un réseau social solidaire de proximité. « Il s'agit d'un système d'alerte entre voisins. L'idée : chacun doit pouvoir compter sur les autres. On parle de co-vigilance et de co-assistance », explique Pascale, en montrant le petit boîtier tout simple à fabriquer qui pourrait être installé chez les habitants. « Actuellement, on teste. On lance des études de faisabilité auprès de la Ville, des bailleurs sociaux, des associations... Nous sommes sûrs qu'il y a un potentiel. On y croit ! De toute façon, Jack, il est tout le temps en train de créer quelque chose... »

« On ne peut pas rester à ne rien faire, répond-il. Il faut rester employable dans nos têtes et dans les faits. » Et garder l'espoir. « Oui, nous avons dû nous séparer de tout ce qui n'était pas nécessaire pour vivre. Oui, on nous a regardés comme des pestiférés, poursuit Pascale. Mais nous n'avons rien perdu, car nous avons gardé l'essentiel : notre famille. »

I. A.

(1) Laboratoire de fabrication francophone, situé à l'École européenne supérieure d'arts de Bretagne, 34 rue, Hoche.

Quelques valeurs du LabFab : faire de l'internet des objets un enjeu citoyen et pas seulement commercial ; développer des méthodes d'innovation permettant de résoudre à bas coût de nombreux problèmes concrets ; assurer l'amélioration permanente des solutions par le partage des plans et des codes sources...

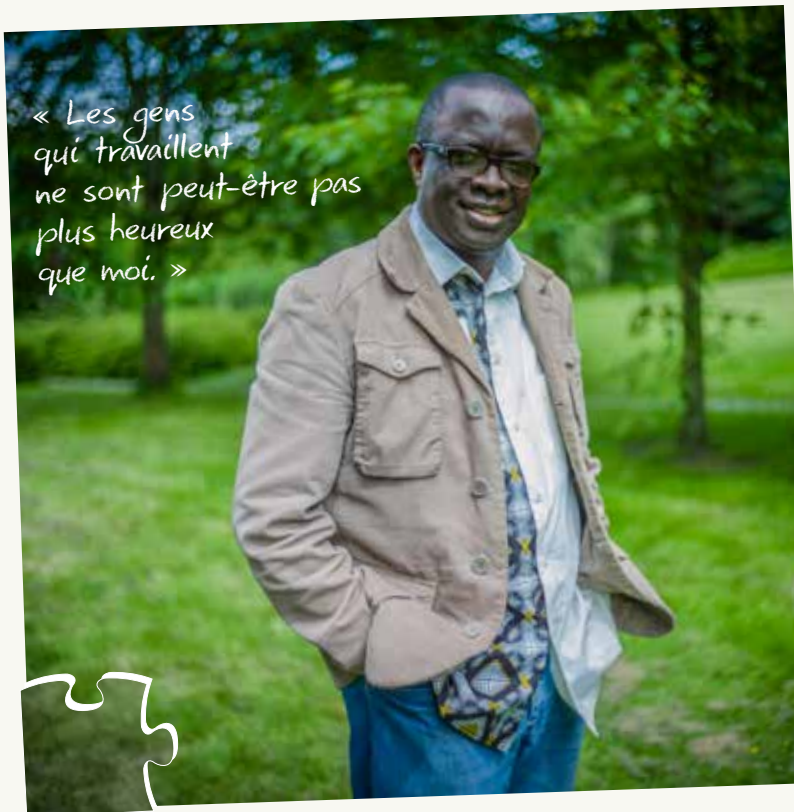
(2) La description détaillée du projet « Mes voisins sont sympas : réseau social solidaire de proximité » sur www.labfab.fr/portfolio/

Aboubacar : « en fait je travaille tout le temps »

À 56 ans, Aboubacar Gueye a déjà un solide parcours professionnel, en France et en Afrique. Bénéficiaire du RSA depuis plusieurs années, il voit l'allocation avant tout comme un tremplin vers un avenir meilleur. Malgré les difficultés que cela comporte, il tient à rester positif.

✚ Originaire du Sénégal, Aboubacar est arrivé en Bretagne en 1984 après des études de gestion, option marketing à Tunis. Il intègre alors l'Institut de gestion à Rennes afin de préparer un DEA (master 2). « *En Tunisie, on connaissait bien cette école* », explique l'intéressé. Très vite, il décroche un poste de maître-auxiliaire, puis un poste d'enseignant au rectorat. Une activité qu'il combine avec un rôle de consultant dans le privé. En 1991, Aboubacar découvre le Crifac⁽¹⁾, avec lequel il travaillera de nombreuses années. Responsable d'équipe, il développe les activités du centre sur toute la France et vend notamment le programme We Care, un outil de management pour les entreprises. « *Cela correspondait aux préoccupations de l'époque. Nous avons développé le produit de manière fulgurante sur toute la France. Et puis je suis parti un peu partout en Europe. C'est un outil qui permet aux gens de travailler sainement ensemble. C'était passionnant.* » En 2000, Aboubacar, qui a fondé une famille en Bretagne, ressent « *le besoin d'aller chez moi, au Sénégal. Je me suis dit que l'outil pouvait être utile là-bas, qu'il pouvait changer les mentalités. Il y avait un changement politique et de l'espoir pour l'avenir* ». Malgré une difficile organisation familiale, Aboubacar crée son cabinet au Sénégal. Après des débuts plus que prometteurs, la situation se complique. « *Les conditions politiques se dégradaient en*

« Les gens qui travaillent ne sont peut-être pas plus heureux que moi. »



même temps que les pratiques culturelles m'empêchaient d'avancer. Ça a été une remise en question difficile. » 2009, retour à la case France pour Aboubacar, et à la case départ, après avoir tout plaqué au Sénégal. Depuis 2011, il alterne des périodes de travail et de chômage.

« *Ça va, ça vient* ». Il alterne également entre RSA socle et RSA activité. « *L'idée que je me faisais du RSA était celle d'un tremplin pour intégrer une activité classique, pérenne. C'est toujours l'idée que je m'en fais. Dans toutes mes difficultés, j'ai toujours gardé mon optimisme. En ce moment, c'est difficile financièrement, mais je garde espoir.* » Aboubacar s'est engagé dans le comité de suivi RSA. Il y a découvert la diversité des profils des bénéficiaires, mais également le mal-être engendré par l'image négative du RSA. « *En ce qui me concerne, je ne ressens pas les clichés, car je ne porte pas d'oreille à tout cela. J'ai envie de dire aux gens : c'est une étape ; vous allez vous en sortir ; ne prenez pas cette situation comme une catastrophe ou une déchéance. Je me dis souvent qu'il y a des gens qui travaillent qui ne sont peut-être pas plus heureux que moi. Tout ce qui peut prémunir un individu, c'est le fait qu'il soit positif, qu'il ne baisse pas les bras.* »

Aboubacar reste dynamique. « *En fait je travaille tout le temps, mais je ne suis pas rémunéré.* » Il a recréé son cabinet en France, répond à des appels d'offres, suit des formations. Il tient également une chronique sur internet, fait partie d'une association. « *Socialement, je suis bien.* » Il le répète, « *parfois, un déclic suffit. Et c'est là que l'encadrement est important. Ceux qui sont suivis par un animateur local d'insertion s'en sortent mieux. À Pôle Emploi, on croise des personnes différentes à*

chaque rendez-vous. »

Pour Aboubacar, « *personne n'est à l'abri d'être un jour au RSA. La vie est un cycle.* » Et quant à lui, il en est sûr, « *le retour n'est plus très loin.* »

Mari Courtas

www.optimance-coaching.com

(1) Centre régional Interprofessionnel de formation alternée et continue

Frédéric : « 700€, ce n'est pas assez pour être autonome »

Frédéric est au RSA depuis trois ans. Atteint d'une cardiomyopathie hypertrophique qui l'empêche de travailler à un rythme « normal », il doit redoubler d'efforts pour trouver un emploi. Des efforts pas toujours récompensés, qui le découragent parfois.

✚ Frédéric vit aujourd'hui à Rennes et il s'y sent bien. Arrivé de Nantes il y a cinq ans, il y « *enchâînait les missions courtes* ». Depuis la fin de son adolescence, il se sait atteint d'une cardiomyopathie hypertrophique, une maladie qui lui occasionne, entre autres, une immense fatigue. Après le bac, il souhaite s'orienter vers un BTS, mais déjà son état de santé ne le lui permet pas. À Rennes, il suit un BTS assurances par alternance. Mais l'expérience tourne court. « *Mes employeurs n'ont pas respecté mon handicap. Ils étaient au courant, mais ont quand même estimé que je n'allais pas assez vite.* » Depuis 2011, Frédéric est bénéficiaire du RSA socle. Depuis, il répond à de nombreuses offres, élargit ses recherches à d'autres domaines que les assurances, cherche des formations, effectue des EMT⁽¹⁾.

Reconnu travailleur handicapé par la MDPH⁽²⁾, il est actuellement en cours d'obtention d'un statut protégé, qui pourrait l'aider davantage. « *Tout le monde reconnaît mes efforts, mais ça ne suffit pas. J'ai une grande colère intérieure car je suis une personne travailleuse.* » Frédéric avoue avoir connu des périodes de grand découragement. « *Il faut tout faire pour éviter de tout lâcher. Mais j'ai beau me battre, rien ne bouge. C'est désespérant. Heureusement, je garde la volonté de m'en sortir. Et je peux compter sur mes parents et mes amis du tennis.* »

« J'ai une grande colère intérieure car je suis une personne travailleuse. »



En effet, depuis son arrivée à Rennes, Frédéric a trouvé un groupe d'amis via le site internet On va sortir. « *Ils m'acceptent comme je suis. Je compte énormément sur eux. Avec mon handicap, c'est difficile pour moi de rencontrer des gens. Cela m'isole un peu.* »

Frédéric est bénéficiaire du RSA socle. En comptant les allocations logement, il perçoit très exactement 702,02 € par mois. Son loyer représente trois quarts de son budget. Il bénéficie de la carte de transports gratuite et de la carte Sortir ! « *Sans l'aide de mes parents, je serais au fond du trou. Ou de retour chez eux. Mais c'est ma vie. Je me sens bien à Rennes. J'ai aussi des rêves, des envies. Je voudrais travailler, me marier...* » Frédéric en est à son deuxième dossier de surendettement. Il y a un an, il a également eu un problème de voiture. Encore une fois, « *heureusement que mes parents étaient là. 700 € ce n'est tout simplement pas assez pour mener une vie autonome. Le RSA est loin d'être de l'argent de poche. Mais il y a une méconnaissance des gens. Ils n'ont pas envie ou pas le temps de comprendre. Certains pensent que je fais exprès.* » Malgré tout, Frédéric garde le sourire et continue de faire des projets. « *En même temps, je ne peux pas vraiment faire autrement.* » Cette carte blanche dans Les Rennais, c'est une occasion d'interpeller « *qui de droit* », les associations, les employeurs. « *On est beaucoup à vouloir sortir du dispositif, mais on n'a pas suffisamment d'armes.* »

Mari Courtas

(1) L'Évaluation en milieu de travail, proposée par Pôle emploi, est une forme de stage en entreprise.

(2) Maison départementale des personnes handicapées.